Le président du Sénat burundais revendique un assassinat

Deutsche Welle,Â 26.09/2019 RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo dÃ©clare avoir payÃ© 5 millions de francs burundais pour faire tuer un homme qu'il juge dangereux dans la commune de Bururi. Ces propos non dÃ©mentis relancent les critiques contre le pouvoir burundais.

C'est le silence depuis les propos trÃ¨s graves du prÃ©sident du SÃ©nat du Burundi. RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo a en effet dÃ©clar avoir offert de l'argent pour Ã©liminer un homme qu'il considÃ¨re comme Ã©tant un danger pour les populations d'une commune du sud du pays. Cette intervention arrive dans un contexte oÃ¹ le pouvoir tente de dÃ©mentir les critiques au sujet des violations rÃ©pÃ©tÃ©es des droits de l'homme. Le prÃ©sident du SÃ©nat burundais, RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo, a Ã©tÃ© enregistrÃ© alors qu'il s'exprimait lors d'une rencontre politique. C'Ã©tait le 11 septembre Ã Marangara, une des communes de la province de Ngozi, d'oÃ¹ est originaire le prÃ©sident Pierre Nkurunziza. "Je viens d'Ã©liminer cet homme" Dans le document sonore qui a fuitÃ©, on entend le prÃ©sident du SÃ©nat parler d'une visite qu'il avait effectuÃ©e dans la commune de Bururi oÃ¹ rÃ©sidait l'homme assassinÃ©.Â "Il y avait quelqu'un qui s'appelait Kaburimbo. Il avait un centre de santÃ© oÃ¹ il dispensait des formations militaires. Kaburimbo Ã©tait un danger",Â affirmeÂ RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo dont les propos sont interrompus par des applaudissements de l'auditoire. "Quand j'y suis allÃ© je leur ai dit que j'ai besoin de Kaburimbo, mort ou vivant, et j'ai donnÃ© pour cela cinq millions, c'Ã©tait la compÃ©tition pour le chercher !",Â ajoute le prÃ©sident du SÃ©nat q poursuit en proclamant que personne ne pouvait reprÃ©senter une insÃ©curitÃ© pour le public de toute la commune.Â "Il faut l'Ã©liminer !"Â lance-t-il aux gens qui l'Ã©coutaient.Â Dans une autre sÃ©quence,Â RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo indique que le reste Ã©taitÂ "seulement de demander Ã dieu si c'est un pÃ©chÃ© de protÃ©ger ses moutons. C'est ce qui reste Ã savoir. Dieu, ces gens de toute la commune Ã©taient en danger et je viens d'Ã©liminer cet homme qui Ã©tait leur danger, est-ce une faute ? Pour la sÃ©curitÃ© du pays il faut Ãªtre sÃ©rieux". Silence et colÃ¨re Ces propos qui suscitent une polÃ©mique n'ont Ã©tÃ© n commentÃ©s, ni dÃ©mentis par l'Etat burundais. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du gouvernement, Prosper Ntahorwamiye, affirme n pas avoir de rÃ©action pour l'instant. De mÃªme, le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale, Pascal Nyabenda, se refuse Ã tout commentaire sur ces propos tenus selon lui parÂ "le prÃ©sident d'une autre institution".Â Pour JÃ©rÃ©mie Minani, un opposan en exil en Belgique et prÃ©sident de la coalition des forces de l'opposition burundaise pour le rÃ©tablissement de l'Accord d'Arusha (CFOR-Arusha), le prÃ©sident du SÃ©nat n'en est pas Ã son premier coup.Â "Monsieur RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo a toujours ce genre de langages et il ne se limite pas Ã Ã§a, il passe aux actes",Â regrette Monsieur Minani qui estime que ces proposÂ "rentrent dans la logique non seulement de RÃ©vÃ©rien Ndikuriyo mais aussi du CNDD-FDD". La CNIDH rassure Le prÃ©sident de la Commission nationale indÃ©pendante des droits de l'homme (CNIDH) dit lui aussi ne pas Ãªtre au courant des dÃ©clarations deÂ RÃ©vÃ©rien NdikuriyoÂ mais assure que la situation des libertÃ©s s'amÃ©liore au Burundi. D'aprÃ¨s Sixte Vigny Nimuraba en effet,Â "ilÂ y a beaucoup de cas maintenant qui sont en train d'Ãªtre punis. Il y a vraiment un changement positif. Donc il faut que chacun dans son travail puisse poser des actes qui peuvent contribuer Ã ce que le climat continue Ã s'amÃ©liorer". RÃ©cemment, une mise en garde deÂ l'Eglise catholique burundaiseÂ sur les droits de l'homme a suscitÃ© la colÃ¨re du pouvoir qui a dÃ©noncÃ© un acharnement. Le Burundi est en crise depuis que le prÃ©sident a annoncÃ© en avril 2015 sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat. Il avait Ã©tÃ© rÃ©Ã©lu en juillet de la mÃªme annÃ©e. Les violences et la rÃ©pression qui ont accompagnÃ© la crise auraient fait au moins 1.200 morts et causÃ© le dÃ©placement de plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pÃ©nale internationale, qui a ouvert une enquÃªte.